

**CONSULTATION PUBLIQUE SUR LE PROJET DE DECISION PRECISANT LES CONDITIONS  
D'ACCESSIBILITE ET D'OUVERTURE DES INFRASTRUCTURES ET DES RESEAUX ELIGIBLES A  
UNE AIDE DU FONDS D'AMENAGEMENT NUMERIQUE DES TERRITOIRES**

*CONTRIBUTION DE LA SOCIETE AXIONE*

Le développement des accès très haut débit en zones moins denses est un enjeu national. Il ne peut durablement se creuser un fossé entre des zones très denses qui dispose d'accès très haut débit concurrentiels (146 communes en France) et des zones moins denses qui devront patienter plusieurs années pour connaître ces évolutions.

La solution passe par la mutualisation des efforts d'investissement des acteurs publics et des acteurs privés. L'Etat, les collectivités, les industriels, le régulateur... se sont collectivement mobilisés depuis plusieurs mois afin de définir les modalités techniques opérationnelles d'un réseau THD ouvert et accessible en zones moins denses.

A la mutualisation technique s'ajoute celle du financement. Dans ce contexte, les acteurs publics sont mobilisés pour provoquer ce mouvement. Il s'agit de gommer les effets négatifs du sous-investissement des opérateurs privés par un accompagnement financier public des initiatives de création d'infrastructures numériques de nouvelle génération. L'objectif est de permettre à un maximum de nos concitoyens et des entreprises situés en zone moins dense de bénéficier des services très haut débit distribués dans les zones très denses. On parle alors d'aménagement numérique.

La question du financement de cet aménagement numérique de nouvelle génération est donc essentielle. Les différents rapports publics et notamment le rapport du sénateur Maurey indique que la montée en débits des zones moins denses ne pourra s'appuyer que sur la mobilisation de financements publics en complément de la contribution des acteurs privés. L'origine et la répartition de ces moyens restent pour autant à préciser.

Le Fonds pour l'Aménagement Numérique du Territoire est un élément très structurant de ce dispositif d'accompagnement. Sa mise en place et la capacité dont il disposera pour retenir des projets efficaces au regard des objectifs définis par l'article 24 de la loi 2009-1572 conditionnera sans aucun doute la progression géographique du très haut débit sur le territoire national.

L'ARCEP a mis en consultation un projet de décision qui entend définir l'éligibilité des opérations présentées au FANT.

Conscient que l'ARCEP ne détient dans son périmètre de responsabilité qu'une partie de la définition des règles du jeu, AXIONE souhaite apporter une contribution tant sur le texte soumis à consultation que sur l'ensemble du dispositif proposé pour financer le passage au très haut débit des zones moins denses.

*Contribution de la société AXIONE à la consultation publique sur le « Projet de décision précisant les conditions  
d'accessibilité et d'ouverture des infrastructures et des réseaux éligibles à une aide du fonds d'aménagement numérique des  
territoires »*

AXIONE est préoccupé par le fait que les différents textes, qui imbriqués les uns dans les autres devront donner les moyens aux acteurs d'agir efficacement, présentent une cohérence avec les objectifs de la Loi Pintat, à savoir « *de contribuer au financement de certains travaux de réalisation des infrastructures et réseaux envisagés par les schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique mentionnés à l'article L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales* »

La décision de l'ARCEP concernant l'accessibilité et l'ouverture des infrastructures et des réseaux s'inscrit dans ce contexte et la lisibilité de ce texte doit permettre aux acteurs de parfaitement identifier à minima les contours techniques des projets que le FANT sera susceptible de soutenir.

La compréhension d'Axione est que le FANT doit pouvoir soutenir les projets mis en œuvre pour soutenir la diffusion pérenne et concurrentielle des accès THD exclusivement hors des zones très denses. Il doit également pouvoir soutenir des projets qui établiront une programmation pluri-annuelle de l'aménagement en montée en débits d'un territoire cohérent.

A ce titre, les SDAN doivent être les véhicules stratégiques qui labelliseront les projets déposés au FANT.

AXIONE note que la notion de THD n'est pas définie formellement dans le projet de décision. Il sera nécessaire d'arrêter formellement sa définition technique afin d'éviter toute confusion d'interprétation.

De même, aucune entité n'est définie comme autorité de contrôle du respect des conditions d'accessibilité et d'ouverture définies. AXIONE comprend que l'ARCEP pourrait être chargée de cette mission indispensable à la juste utilisation du FANT.

#### *Sur la notion d'accessibilité et d'ouverture des infrastructures et des réseaux*

L'accessibilité d'un réseau se définit comme sa capacité à s'interconnecter directement avec un nombre significatif de réseaux d'opérateurs ou indirectement avec un réseau neutre et mutualisé permettant de garantir cette interconnexion...

Dans ce contexte, AXIONE émet les commentaires suivants sur l'éligibilité des opérations au FANT :

- Soutenir des projets de desserte FTTH respectant le cadre technique défini par la réglementation des zones moins denses c'est-à-dire une infrastructure dimensionnée pour desservir l'ensemble de la population de la zone concernée.
- Rendre éligible le déploiement de fibres optiques dans les infrastructures de fourreaux mobilisables

- Rendre éligible au FANT le financement, en complément d'opérations de desserte THD, un réseau de collecte cohérent et ouvert permettant, au sein d'un territoire défini, de rejoindre un point d'interconnexion multi-Opérateurs

Ces mesures concernant l'accessibilité doivent pouvoir également s'inscrire dans une vision progressive de la diffusion des accès très haut débit sur les zones moins denses. A cet effet, le FANT doit aussi être un levier à la montée en débits du territoire. Les jalons d'équipement très haut débit d'un territoire pourrait être les suivants :

- Mise en place d'un réseau de collecte à l'échelle du territoire concerné
- Equiper de premières zones en FTTH
- Assurer parallèlement la capillarité optique jusqu'à des points de concentration de trafic des opérateurs tels que les NRA, les sous-répartiteurs, les pylônes publics...
- Puis étendre progressivement les zones de desserte FTTH à partir de la capillarité existante du réseau optique

Il est donc nécessaire que le FANT puisse abonder ce type de projets dès lors qu'ils s'inscrivent dans un schéma d'aménagement numérique cohérent et dans une vision de long terme garantissant la maîtrise publique de l'opération retenue

L'ouverture d'un réseau se définit comme sa capacité à sa capacité à bénéficier au plus grand nombre d'opérateurs et de fournisseurs de services, nationaux et locaux, privés ou publics, disposant d'une base d'abonnés importantes ou travaillant sur des marchés de niche

- Agir dans un cadre administratif contraignant le maître d'ouvrage de l'opération soutenue à promouvoir et rendre effectivement possible l'accès au plus grand nombre possible d'opérateurs. Le FANT ne doit soutenir que des opérations conduisant le maître d'ouvrage à agir comme opérateur de gros sans activité commerciale sur le marché de détail
- Inscrire les équipements actifs dans l'assiette des investissements soutenus tant que la collecte que sur la desserte, dès lors que le réseau permet une offre passive effective.
- Obliger une mutualisation passive du réseau à minima et encourager la mutualisation activée en complément.

#### *Sur la destination du FANT et la notion de garantie de bon usage*

Dans ce contexte, il nous semble que l'article L1425-1 du CGCT définit les conditions administratives à minima garantissant le respect par le FANT des différents objectifs susmentionnés et qui nous semble relevés de ses prérogatives.

Il apparaît donc indispensable :

*Contribution de la société AXIONE à la consultation publique sur le « Projet de décision précisant les conditions d'accessibilité et d'ouverture des infrastructures et des réseaux éligibles à une aide du fonds d'aménagement numérique des territoires »*

- Que l'accès au FANT soit réservé à des opérations d'aménagement numérique très haut débit tant de collecte que de desserte réalisées dans le cadre de l'article L1425-1 du CGCT ou présentant les mêmes garanties de maîtrise publique
- que l'accès au FANT soit réservé aux maitres d'ouvrage public agissant directement ou indirectement dans des opérations destinées à bâtir des infrastructures de communications électroniques destinées à être mises à disposition des opérateurs.
- Que le FANT ne puisse abonder que suite à des opérations attribuées suite à des procédures de mise en concurrence transparentes et ouvertes ou apportant en tout point la garantie du respect des objectifs précités.